

Quel avenir pour le mouvement étudiant? Entretien avec Hind Fazazi et Samuel-Élie Lesage

Alain Deneault

Number 314, Winter 2017

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/84027ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Deneault, A. (2017). Quel avenir pour le mouvement étudiant? Entretien avec Hind Fazazi et Samuel-Élie Lesage. *Liberté*, (314), 8–14.

« OK, luttons quand même, mais sans espoir, et **fuck toute !** C'est une espèce de refus global, mais poussé à l'extrême. C'est une opposition absolue à tout. Cette position garde toutefois ceux qui s'y complaisent dans un certain confort. »

QUEL AVENIR POUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ?

La grève étudiante de 2015 s'est conclue par un échec cuisant. **Hind Fazazi** et **Samuel-Élie Lesage**, tous deux impliqués dans l'ASSÉ, nous en expliquent les raisons.

Propos recueillis par Alain Deneault

LIBERTÉ — Les grèves étudiantes de 2012 et de 2015 ont été menées de manière très différente. Comment a évolué le mouvement étudiant ces dernières années au vu de son histoire ?

SAMUEL-ÉLIE LESAGE — On peut retenir trois moments dans l'histoire récente du mouvement étudiant : 1996, 2005 et, bien sûr, 2012. Ce qu'il faut d'abord comprendre, c'est que la frange combative du mouvement étudiant se souvient des grèves de 1996 et de 2005 comme de trahisons commises par les fédérations étudiantes nationales. Dans les deux cas, il faut se le rappeler, les mouvements étudiants les plus à gauche cherchaient à créer en peu de temps un mouvement de mobilisation large et les revendications qu'ils défendaient

étaient nombreuses. Ces revendications comprenaient, en 1996, l'abolition de compressions en éducation supérieure, l'abolition de la cote R ainsi que des frais spéciaux d'inscription, tandis qu'en 2005, la grève se concentrait sur l'abolition de la réforme du régime de l'aide financière aux études (AFE) qui coupait 103 millions de dollars pour les transformer en prêts étudiants. Si, en 1996, c'est le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) qui menait la lutte, en 2005 c'était la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSÉE), mais, dans les deux cas, après plusieurs semaines de débrayage, ces organisations ont vu les fédérations étudiantes nationales s'inviter à la table de négociation sans même avoir reçu de mandat de la part de leur

base et signer un compromis insatisfaisant aux yeux des associations plus à gauche. Cela a bien sûr eu pour effet d'isoler la frange plus combative du MDE en 1996 et de la CASSÉE en 2005, et même de stopper leur mobilisation. Dans ces deux cas, les médias ont d'ailleurs eu un rôle important dans la délégitimation du MDE puis de la CASSÉE. On voulait donc en 2012 éviter à tout prix ce scénario-là.

HIND FAZAZI — Au moment de la grève, en 2012, les étudiantes et étudiants ont souvent eu l'impression de faire partie d'un mouvement spontané. Pourtant, ce qui s'est produit cette année-là avait été finement et minutieusement préparé depuis près de deux ans. On savait depuis 2010 que le gouvernement Charest avait l'intention de hausser les droits d'inscription à l'université. Cette préparation a permis de mieux organiser le front commun réunissant l'ensemble des associations étudiantes plus militantes. La CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante) a donc été créée et c'est elle qui a temporairement regroupé plusieurs associations campées à gauche. La CLASSE s'est ensuite employée à développer de meilleures relations avec les fédérations plus centristes, comme la FECQ (Fédération étudiante collégiale du Québec) et la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec), même si sa méfiance envers ceux qu'elle voyait encore comme des « collabos » demeurait vive. Finalement, tout le monde a mis plus ou moins de côté ses différences pour se concentrer sur l'essentiel, soit bloquer la hausse des droits d'inscription.

S-ÉL — La CLASSE a été en 2012 une bougie d'allumage. Elle n'est bien sûr pas la seule responsable de tout ce qui s'est produit, mais elle a fait en sorte que la grève de 2012 soit un lieu d'expérimentation, d'apprentissage, de création d'idées et de défense de valeurs nouvelles. Elle a aussi permis le développement de pratiques politiques nouvelles : les manifestations de soir, les événements culturels insolites, les affrontements avec la police, les performances artistiques, la non-mixité, l'introduction des principes féministes, etc.

HF — Étant donné la durée de la grève, le mouvement a gagné en richesse et en profondeur au fil des semaines et des mois. Bien des participants et participantes ont pris confiance en leur capacité, en tant qu'individus, à changer véritablement la donne politique. En s'impliquant de façon très personnelle dans la lutte en cours, bien des étudiants ont compris la signification concrète du concept d'*empowerment*. C'est d'ailleurs ce phénomène qui distinguera les événements de 2012 de ceux de 2015. La structure du mode de démocratie qui a fonctionné en 2012 – que je qualifie de « participative » – supposait que des assemblées générales dans les associations étudiantes des différentes institutions adoptent des positions politiques au vu de la conjoncture, les fassent ensuite remonter vers le congrès où délibéraient les représentants et représentantes de toutes les associations. Une fois là, les délégués défendaient leurs positions sur « le plancher », comme on dit. Si les débats étaient parfois houleux, on ne voyait jamais de délégations quitter le congrès sous prétexte que leur position n'avait pas été retenue. En 2015, ça deviendra pratiquement la norme. En 2012, donc, on sentait plutôt que les délégations étudiantes et les associations

qu'elles représentaient faisaient preuve d'un esprit de communauté fort. On considérait comme légitimes les discussions qui se déroulaient. La structure syndicale de la CLASSE n'était pas remise en question par la majorité des militants et militantes. Mais comme plusieurs ont été déçu-es par les résultats de la grève – on sait qu'elle s'est terminée dans la violence, le cynisme politique des libéraux et la trahison des péquistes après les élections –, beaucoup d'étudiants et d'étudiantes attribueront à la structure même du syndicalisme étudiant les raisons de cet échec. Ça va pousser, jusqu'en 2015, les fédérations étudiantes à une lente décrépitude. Beaucoup d'associations étudiantes vont se désaffilier de la CLASSE à partir de 2012, affaiblissant fortement les fédérations étudiantes.

S-ÉL — C'est au début des années 2010 que nous, de nombreux militants et de nombreuses militantes de ma génération, apprenons ce que sont le syndicalisme de combat et la démocratie directe. Mais la démocratie directe est d'abord et avant tout un principe, un idéal. On tend vers elle, mais comme pour tout idéal, on ne l'atteint jamais pleinement. Le but de l'exercice est donc de réduire au minimum le nombre d'intermédiaires entre les instances exécutives et les membres. Mais s'imaginer arriver dans les faits à l'élimination pure et simple de tout intermédiaire est de l'ordre du fantasme, si ce n'est pas du délire. Ça ne peut exister concrètement; concrètement, ce qui est possible, c'est un cadre dans lequel la personne qui vote sent que sa voix et son geste ont un poids.

UNE ASSO ÉTUDIANTE, C'EST QUOI ?

Les associations étudiantes locales représentent les étudiant-es d'un département, d'une faculté, voire d'un cégep. Ce sont elles qui tiennent les assemblées générales où les étudiant-es sont appelé-es à voter et à prendre des décisions.

Les associations étudiantes nationales, quant à elles, regroupent des associations étudiantes locales : on retrouve l'ASSÉ, les fédérations étudiantes collégiales (Fédération étudiante collégiale du Québec) et universitaires (Union des étudiants du Québec, anciennement la FEUQ, la Fédération étudiante universitaire du Québec), ainsi que l'Association pour la voix étudiante du Québec (AVEQ), une association étudiante nationale tout nouvellement créée. **L**

C'est donc sur ce point que vous insistez pour marquer la distinction entre 2012 et 2015, à savoir qu'après 2012, du point de vue de votre expérience, on prend au pied de la lettre l'expression « démocratie directe »...

HF — Après la défaite, l'élection du PQ et les tristes mesures du gouvernement qui en ont découlé, beaucoup d'étudiants ont gardé de leur expérience de 2012 un goût amer. Mais parmi ceux qui n'ont pas été complètement découragés, l'envie de revenir à une lutte affirmée s'est vite manifestée.

S-ÉL — Comme le disait Hind tantôt, les causes de l'échec ont été attribuées aux structures organisationnelles de l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante), ni plus ni moins. Un bon nombre de militants et de militantes ont alors commencé à dire d'elles qu'elles n'étaient pas assez directes et décentralisées, pas assez ouvertes et inclusives. Ces critiques sont, dans une certaine mesure, compréhensibles : les médias braquaient constamment leurs caméras sur le visage de Gabriel Nadeau-Dubois et concentraient l'attention sur sa personne, en occultant les deux autres porte-parole, Jeanne Reynolds et Camille Robert. Les médias ne comprenaient pas qu'il n'était qu'un porte-parole et non un président de fédération étudiante, mais à force de renchérir uniquement sur Gabriel, j'ai l'impression que ça a contribué à créer chez certains militants et certaines militantes l'idée d'une direction forte de l'ASSÉ par une poignée d'individus bien placés...

HF — La critique s'est accentuée lorsqu'en 2014, les libéraux ont repris le pouvoir et ont adopté les mesures d'austérité que l'on sait. Ça été une bonne occasion pour tous ceux et celles qui voulaient revenir à la lutte. Mais leur espoir d'un vaste soulèvement spontané – un espoir, je dois dire, un peu naïf – a été déçu. Ils avaient oublié ou ignoré combien la mobilisation n'est jamais spontanée, qu'elle doit être préparée de longue date. La mobilisation de 2012, je le répète, s'est construite sur deux ans. En 2014, donc, les fédérations étudiantes en général, et même l'ASSÉ, font l'objet de critiques féroces. La FEUQ et la FECQ en sont d'ailleurs presque mortes aujourd'hui. Et à l'ASSÉ les antagonismes à l'interne n'ont pas permis de rendre la lutte contre l'austérité de 2015 aussi claire qu'en 2012, ni non plus de créer un sentiment d'appartenance aussi net que celui qu'on a expérimenté à ce moment-là.

S-ÉL — La démocratie directe est difficile. Beaucoup de gens semblent la confondre, comme je le disais tantôt, avec l'abolition de la notion même d'autorité. Mais une décision démocratique doit faire autorité, doit faire force de loi. Il s'agit là d'une forme de solidarité, et cela s'est vérifié en 2012. Une fois que le résultat du vote sur une proposition donnée était connu, il était légitimement accepté par tout le monde, peu importe si on avait été pour ou contre. Le meilleur exemple, c'est le fameux congrès sur la violence en 2012. Fallait-il être pour ou contre la violence à l'ASSÉ ? Ça été épouvantable comme fin de semaine. Finalement, on s'en est bien sortis parce qu'à travers le débat et le dialogue, on est arrivés à quelque chose, qui n'a, bien entendu, pas satisfait tout le monde, mais qui a été appliqué et respecté par tous et toutes. En 2015, au contraire, on a eu pour ambition d'appliquer au pied de la lettre une démocratie directe radicale, en faisant

abstraction du contexte de son émergence et en réclamant « pus de structure ». La démocratie directe devenait ainsi une pure expression de soi où chaque individu resterait libre face à des propositions et des décisions toujours jugées, dès lors qu'on était contre, comme contraignantes. Les structures de l'ASSÉ, pourtant conçues pour donner le pouvoir décisionnel aux membres et aussi pour surveiller les élu-es, devenaient des éléments de coercition... Autrement dit, les structures ne

« La démocratie directe est difficile. Beaucoup de gens semblent la confondre [...] avec l'abolition de la notion même d'autorité. Mais une décision démocratique doit faire autorité, doit faire force de loi. Il s'agit là d'une forme de solidarité, et cela s'est vérifié en 2012. »

— Samuel-Élie Lesage

sont pas là pour être « autoritaires », mais bien pour que les décisions soient prises de manière démocratique. C'en est devenu complètement délirant : en novembre 2015, alors que nous assurions le service d'ordre lors d'une manifestation que nous avons organisée, je me suis fait cracher dessus et physiquement agresser parce que je portais un dossard de l'ASSÉ et que je demandais à des gens de ralentir le rythme pour qu'il n'y ait pas de trous dans la manifestation (la police se faufile parfois dans ces ouvertures pour procéder à des arrestations par souricière). D'autres individus se sont fait lancer des morceaux de glace dans des manifestations hivernales, tout ça parce que nous étions la méchante ASSÉ qui s'opposait aux volontés individuelles.

HF — On a vu les délégués des associations étudiantes décrocher complètement dès lors qu'ils « perdaient » leur débat; bref, pour la simple raison que ce qui avait été mûrement réfléchi et décidé en assemblée générale n'avait pas été adopté à l'échelon supérieur par les délégués réunis en congrès. Ce sentiment d'échec politique se transformait alors en plainte égoïste : « Comment ! L'autorité s'applique à moi ! Je ne laisserai pas cette autorité s'appliquer comme ça à mon association ; c'est-à-dire, à moi, et donc, je refuse ! » Ça, c'était quelque chose qu'on ne voyait pas du tout en 2012 !

S-ÉL — Contre une structure organisationnelle, on défendait désormais l'organisation « affinitaire », même si elle était contre-productive. Je ne suis bien sûr pas contre les organisations de ce type. Prenons, par exemple, le Montreal Sisterhood – une organisation anarchiste, féministe, antifasciste et antipatriarcale qui fait des actions directes –, c'est une organisation affinitaire. Pour faire partie d'une telle organisation, il faut partager certaines conditions, et si les gens en font partie, c'est évidemment qu'ils ont des intérêts communs, mais aussi parce qu'ils peuvent, à partir de là, participer à des mouvements plus larges dans lesquels ils se reconnaissent également, à tout le moins en partie. Mais en 2015, les

« Dans le fond, c'est comme si 2015 avait mis fin au principe politique qui était actif en 2012. On a même nié les gains qu'on a faits, dans une certaine mesure, en 2012, ne serait-ce que la prise de conscience de notre pouvoir collectif et individuel lorsque nous nous mobilisons. »

— Hind Fazazi

groupes affinitaires se sont affirmés en opposition à toute forme de structures visant à une organisation plus large de la lutte. Le but pour elles était de « refuser l'autorité ». Et ce qui m'inquiète, c'est que cette logique affinitaire est idéologique, en ce sens qu'elle se trouve à intégrer une forme extrême de l'individualisme capitaliste de notre époque que nous tentons justement de combattre par la solidarité et l'organisation syndicale combative. La logique affinitaire ne consistait plus pour des petits groupes à vivre selon des modes d'existence radicaux et novateurs et, par ce biais, à participer à un mouvement collectif, mais uniquement à manifester une haine des structures organisationnelles.

HF — Deux mille douze, pourtant, a tout à fait permis aux minorités – dont je fais partie – de s'exprimer. Elles ont eu l'occasion de prendre une place plus importante au fur et à mesure que la grève se déroulait. Je pense que cela a mis en colère beaucoup de personnes qui monopolisaient le crachoir jusque-là. Puis, d'autres associations qui provenaient des cégeps, où militaient beaucoup plus de femmes, ont pris la parole

selon de nouveaux modes. Beaucoup de ces femmes, dont je fais partie, ont bénéficié de l'expérience de 2012, en termes d'*empowerment* et de prise de position dans l'espace public. Certains individus et certaines associations étudiantes ont alors perdu la possibilité, oui, d'exercer une autorité un peu diffuse sur les autres associations, comme elles en avaient l'habitude. Et je pense que ça ne leur a pas plu. On ne va pas se le cacher : le printemps 2015 est formé principalement de militants et militantes qui proviennent des associations qui ont perdu leur statut dominant en 2012. Moi, je vais jusque-là. Leur lutte contre l'oppression reproduit paradoxalement certains schèmes d'oppression, comme le signale justement Jo Freeman dans ses travaux, notamment, dans *The Tyranny of Structurelessness*. La démocratie directe « accotée », comme ils disent, a consisté en un rejet des freins qu'on doit pourtant concevoir comme nécessaires dans le cadre de la démocratie directe. Ils ont perdu toute sagesse. Oui, c'est long une assemblée générale. Oui, c'est compliqué de recueillir patiemment et ardemment le fruit des délibérations collectives et de les conduire à une instance supérieure pour en discuter avec d'autres personnes, et ainsi aboutir à une position mûrement réfléchie qui reflète plus ou moins ce que « pense », entre guillemets, le mouvement étudiant radical au Québec... Oui, c'est difficile. Et oui, c'est long de distribuer des tracts le matin, de faire la tournée des classes et de convaincre les gens, un par un, de venir à une réunion ou à une assemblée. Et certaines personnes étaient impatientes. Après 2012, les perspectives de gains étant plus limitées, elles se sont écartées de ce modèle syndical qui demandait notamment d'aller débattre en démocratie directe dans des assemblées générales. C'était plus simple de se regrouper autrement avec des gens qui, plus intuitivement, partageaient nos opinions, et ainsi de mettre en branle plus vite des actions.

On a beaucoup expliqué 2012 par l'importance des médias sociaux et des supports informatiques. A-t-on exagéré la portée de ces instruments? Et, dans ce cas, cette exagération a-t-elle un rôle à jouer dans la déroute de 2015?

S-ÉL — C'est en effet exagéré. Bien sûr, Facebook peut permettre de transmettre une image rigolote après une manif pour nous mettre un baume sur le cœur ou d'appeler à une manif spontanée à tel endroit... Ça marchait bien. Mais pourquoi ça marchait bien? Parce qu'il y a eu deux ans de préparation préalable. C'est pourquoi en moins de trois semaines, on était déjà 200 000 étudiants et étudiantes en grève.

HF — Quand ils cliquaient « j'y vais » à l'annonce d'un événement Facebook, par exemple pour *Disons non à la loi 78* devant l'Assemblée nationale, alors les gens y allaient bel et bien.

S-ÉL — On s'est réapproprié ces outils-là. Ils n'étaient plus seulement des réseaux sociaux mais un moyen de communication... C'était un téléphone qui pouvait joindre en une seconde 80 000 personnes d'un coup. Mais en 2015, la mobilisation était terminée.

HF — Puis on a malheureusement vu l'émergence du *cliquetivisme*... L'essentiel de la mobilisation avait lieu sur

les réseaux sociaux, dans les groupes de discussion, dans les groupes d'organisation d'actions. Il y avait très peu de rencontres physiques. Dans le cadre du mouvement du printemps 2015, par exemple, on avait à l'Université de Montréal un groupe « printemps 2015 » dont l'objectif était au début de créer des coalitions citoyennes autour de la lutte contre l'austérité. À la première rencontre, à l'automne 2015, je trouvais ça merveilleux et fécond parce que c'était très diversifié. Mais, malheureusement, rien ne s'est passé. On a créé un groupe Facebook qui s'appelait « Printemps 2015 U de M », et puis c'est mort. Les gens se sont mis à partager des articles sur l'austérité sur cette page-là...

Le mouvement de 2015 a eu pour étendard l'expression *fuck toute*. De quoi le syntagme *fuck toute* est-il le nom ?

HF — C'est d'abord l'association facultaire étudiante des arts de l'UQAM qui l'a utilisé sur une bannière. On pouvait y lire : « AFÉA POSTMODERNE FUCK TOUTE ». C'était alors une blague. Mais Garnotte, le caricaturiste du *Devoir*, l'a reprise après l'avoir vue et c'est devenu une tendance, jusqu'à ce que des militants et militantes la reprennent à leur tour, mais très sérieusement, sans ironie aucune. À mon avis, l'expression témoigne surtout d'une fatigue existentielle de la part de gens qui ont vécu 2012 comme un échec. Elle provient d'un sentiment d'impuissance par rapport aux ratages associés aux grèves... On voulait aussi se dire contre tout... contre les hydrocarbures, le capitalisme, le patriarcat, l'ASSÉ, tout... Contre l'autorité avec un grand A. Il en est ressorti un sentiment flou, une impression d'être incapable de compter sérieusement sur les autres mouvements sociaux, les centrales syndicales notamment, et ce, alors qu'on combat, seuls, à Québec comme à Ottawa, des gouvernements néolibéraux tout-puissants. Un certain découragement s'est alors installé. Pourquoi lutter ? Comment lutter ? OK, luttons quand même, mais sans espoir, et *fuck toute* ! C'est une espèce de refus global, mais poussé à l'extrême. C'est une opposition absolue à tout. Cette position garde toutefois ceux qui s'y complaisent dans un certain confort. On ne formule pas dans ce temps-là de propositions concrètes, on ne doit rien non plus à d'autres groupes particuliers concrets. Toute implication militante organisée semble du coup fastidieuse – surtout les instances formelles comme les congrès, les assemblées générales... Donc pourquoi, puisque c'est fastidieux, et s'il n'y a pas de perspective de gain, est-ce qu'on se fatiguerait ? De toute façon, ça participe de logiques qu'on rejette... De toute façon, *fuck toute*. Pour moi, ça démontre un très

grand épuisement, doublé aussi d'une certaine paresse, si ce n'est d'une paresse certaine.

S-ÉL — Durant la première assemblée générale de grève de notre association étudiante locale en 2015, j'avais dit qu'on n'allait rien gagner avec cette grève-là... Soyons en grève deux semaines, après on verra. L'important, ça va être de se mobiliser, de créer des récits, des images, des souvenirs, de faire quelque chose de bien, de montrer, surtout, qu'on est prêts à partir en guerre parce qu'à l'automne, le front commun syndical s'en vient. Et là, on tentera de générer un moment historique. On va être l'avant-garde du mouvement syndical. Et même si le mouvement syndical ne marche pas, on aurait au moins montré qu'on était, nous, au rendez-vous. On pourra partir la tête haute, même si ça s'avère un échec. Bon, finalement, ça a duré six semaines... mais, on savait après deux semaines, déjà, que c'était perdu. On le savait parce qu'on était contre tout, plutôt que d'avoir un objectif précis. Et ce, avant que *fuck toute* ne devienne un cri de ralliement.

HF — Dans le fond, c'est comme si 2015 avait mis fin au principe politique qui était actif en 2012. On a même nié les gains qu'on a faits, dans une certaine mesure, en 2012, ne serait-ce que la prise de conscience de notre pouvoir collectif et individuel lorsque nous nous mobilisons. Les militants et militantes de 2015 niaient tout cela en disant : si tu es corpo, si tu ne te politises pas immédiatement et sans débat, on s'oppose à toi – au printemps 2015, on est contre tout. Alors, chaque fois que les associations étudiantes ou locales tentaient de définir leurs propres revendications, le mot d'ordre était de les saper.

S-ÉL — Il y avait aussi des fameuses occupations de cégeps pendant les étés, où les gens disaient : « On occupe ! » mais il n'y avait pas vraiment d'enjeu commun. Les gens revendiquaient à titre individuel, en participant à l'occupation de *toute*. Mais ça ne voulait absolument rien dire ! Ça ne mène nulle part. C'était une mode. Un mode de vie, littéralement. Un *lifestyle* !

HF — Et quand les journalistes allaient sur place avec leurs micros et demandaient s'il y avait un ou une porte-parole, en leur demandant : au nom de qui parlez-vous ? Les gens disaient : « Moi, je parle au nom de moi-même. » C'était très mélangeant pour la population. Justement, les journalistes ont fait leurs choux gras des déclarations maladroitement de ceux qui discutaient de tout et de rien.

S-ÉL — Ça me fait penser : il faut décrypter le livre *Fuck Toute* ! qu'a publié le Collectif de débrayage ! C'est un vrai torchon. La mouvance *fuck toute* retient seulement le fantasme spontanéiste et collectiviste du Comité invisible en France, mais elle oublie qu'une organisation capable de concerter et de lier différentes parties est nécessaire pour maintenir un mouvement social. De plus, elle ne semble pas comprendre que les structures organisationnelles ne sont pas là pour contraindre, qu'au contraire, elles ont un réel pouvoir d'émancipation et d'autonomisation en rendant possibles de nouvelles pratiques politiques où tous et toutes peuvent participer.

Ces gens-là, pendant cinquante pages, ne disent rien d'autre que : en tant que je-me-moi petit individu, je fais la

grève et je me développe, je suis en crise et tout le reste. C'est de la marde... On y oppose aussi les réfo-syndicalistes de l'ASSÉ à ceux qui font l'insurrection. On passe même tout un chapitre sur les BBQ de grève... Mais une grève, ce n'est pas plaisant. Ce n'est pas un party. Tout l'ouvrage témoigne comme ça d'une rhétorique ultra-individualiste... Au fond, s'il y a un slogan de 2012 qui mérite d'être retenu, ça reste : « Crions plus fort pour que personne ne nous ignore ». Ça, c'est un slogan politique, qui s'articule au *nous*. Et *fuck toute* en est le contraire.

HF — Cette grève-là a été une expérience super démo-bilisante et désobjectivante pour les gens. Le *fuck toute* a été très représentatif pour la grève de 2015 parce qu'il y avait un sentiment de désespoir total qui laissait juste la place à une expression individuelle... Comme un militant réduit à lui-même, aux prises avec un policier, et qui se débat, sans demander l'aide de ses camarades...

Quittons-nous sur une question portant sur l'avenir du mouvement étudiant. Comment le mouvement étudiant peut-il se rendre audible plus largement, auprès d'une population qui ne partage en rien son lexique et ses pratiques? Comment parler à ceux dont la culture idéologique ne semble pas même leur permettre de comprendre la distinction entre un porte-parole et un président?

S-ÉL — Les associations doivent se reconstruire. Mettons l'ASSÉ de côté un instant. Ce n'est même plus ça, l'enjeu, mais nos associations étudiantes locales en tant que milieux d'échanges politiques, de démocratie directe, où on peut travailler ensemble pour défendre nos intérêts, et à travers nos intérêts, des politiques plus larges. Il y a un épuisement, une *écœurantité* des associations étudiantes. Or, en face, la droite est extrêmement bien organisée et, en arguant que les étudiants sont des « clients » n'ayant pas accès à leurs cours à cause des grévistes, elle obtient des injonctions de la part des tribunaux, disqualifiant ainsi les structures étudiantes. Ce délire individualiste n'est malheureusement qu'une manifestation de l'ordre idéologique actuel. Il y a vraiment urgence de reconstruire la légitimité des associations étudiantes combattives fondées sur la solidarité et la participation des militants et des militantes.

HF — Oui, la population est dure à l'égard du militantisme étudiant. Oui, les gens en général ne sont pas au fait de notre vocabulaire, de nos façons de faire et il est difficile d'en parler. Cette difficulté-là n'a pas été prise à bras-le-corps à long terme par les militants et militantes de 2012. À mon avis, l'une des plus belles réussites de 2012 aura été d'apprendre à des gens à travailler ensemble dans une visée à long terme, sans même avoir de gains à court terme. Apprendre une certaine résilience en groupe, et partager des moments de plaisir aussi, ce n'est pas rien... Mais il y a eu, oui, beaucoup de défaites. Et l'objectif reste quand même de gagner de temps en temps... On risque de ressembler un jour aux vieux marxistes... On ne peut pas se contenter de lutter, de suer à grosses gouttes, il faut faire des gains significatifs aussi! Et ce qui me fait un peu de peine, c'est que si certains groupes ont

réussi à cultiver cette envie de la victoire, elle s'est perdue dans la majorité qui n'y croit malheureusement plus.

S-ÉL — Je reviens sur le mot « travail ». Tu as fait référence à Marx... L'idée d'une activité productive signifie que, quand je réalise quelque chose dans le monde, face à l'objet qui est devant moi, le processus me travaille aussi. Je me réalise par la réalisation que je fais dans le monde. Et ça, ce n'est pas seulement lié à des objets, mais aux gens aussi. Alors, au début des années 2010, le travail qui a été fait à travers le Québec consistait à rencontrer des gens un à un pour les convaincre... qu'ils disent : « OK, ce n'est pas trop mal ce que tu dis, je vais voter la grève... » Et on fait ça, pas dans l'optique d'imposer une vérité... mais dans la perspective d'un vrai travail, au sens positif, générique du terme. En faisant ce travail, je me transforme moi aussi... Ce sont toutes ces structures que l'ASSÉ fait exister pour que ces rapports puissent avoir lieu, que ce soit à Matane, à l'UQAM ou à Drummondville. Pour qu'on puisse découvrir qui on est. Littéralement. On se découvre... on développe notre conscience politique, notre autonomie, notre liberté...

HF — Dans ce travail, il faut se redonner une certaine perspective, il faut qu'il s'inscrive dans un sens, et j'ai l'impression qu'entre 2010 et 2012, ce sens-là s'est créé. Il apparaissait de manière intuitive aux gens. Mais en 2015, on a échoué à tenter de recréer précipitamment ce sens commun là. Et pour cette raison, on a sombré dans un sentiment d'absurdité qui a empêché les gens d'avoir envie de s'engager. Le travail militant n'avait plus de sens. Les AG sont vides... Mais on peut revenir aux fondements de l'ASSÉ et du mouvement altermondialiste selon lesquels un autre monde est réellement possible. Qu'on lutte et recommence à dire aux gens que la gratuité scolaire, c'est quelque chose qui existe dans d'autres pays. Qu'on tente à nouveau de convaincre les syndicats, même si c'est parfois désespérant, de participer à un front commun citoyen contre l'austérité. Il faut dénoncer les gouvernements néolibéraux, rappeler les gains de certains pays comme le Chili, ainsi que les défaites comme celle survenue en Angleterre, et comprendre ces situations historiques. Il faut arrêter de nous recroqueviller sur nous-mêmes, ce que, je pense, le mouvement étudiant a de la difficulté à faire aujourd'hui. **L**

♦ **Hind Fazazi** a été secrétaire à la coordination et porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) d'avril 2015 à mai 2016. ♦ **Samuel-Élie Lesage** a été secrétaire aux affaires académiques et attaché de presse de l'ASSÉ, d'avril 2015 à mai 2016. ♦ **Alain Deneault** est essayiste.